

Hissein Habré

Seigneur de la guerre jusqu'au bout

AU cours de ces quelques huit années de pouvoir, Hissein Habré a surtout projeté vers l'extérieur son profil d'homme d'État, profil qui correspondait indiscutablement à une partie de la réalité. Habré a sans doute été un gestionnaire relativement efficace ; il a su initier un redressement certain de la situation économique de son pays, en partie grâce au fait qu'il a fortement impressionné les principaux bailleurs de fonds étrangers dès ses premières années de pouvoir ; il a su rallier à lui une partie de ses adversaires par une politique de réconciliation nationale habile. Bref, il a montré qu'il avait le sens de l'État, plus que ses prédécesseurs directs. A certains moments, la presse française a été tellement élogieuse à son égard qu'on oubliait presque qu'il avait commencé sa carrière politique comme un seigneur de la guerre parmi d'autres et qu'il avait pris le pouvoir par les armes et non pas par des voies politiques « normales ».

Or sa défaite rapide et inattendue, fin 1990, nous permet de conclure, a posteriori, qu'il était resté, après tout, principalement un chef de guerre. Le fait rare pour un président, même africain, d'avoir pris lui-même le contrôle des opérations militaires lors de l'offensive générale d'Idriss Deby, comme il l'avait fait en 1983, lors du raid du GUNT sur Abéché, montre d'ailleurs à quel

point le réflexe militaire jouait encore chez lui.

Pour aller vite, on pourrait dire que l'homme d'État Habré a perdu la partie contre le seigneur de la guerre Habré plus que contre la coalition de ses adversaires. Expliquons-nous. Il est encore trop tôt pour apporter des réponses définitives à la question de savoir pourquoi Habré a pu être chassé du pouvoir, mais on peut au moins formuler quelques hypothèses pour étayer l'argument esquissé ci-dessus.

Première hypothèse : la politique de réconciliation nationale n'a finalement été qu'une réussite en apparence. Les adversaires de Habré se sont ralliés par opportunisme, parce qu'ils le considéraient comme le plus fort, mais sans avoir accepté du fond du cœur ni sa politique, ni sa personne. Ils se sont ralliés à lui en tant que chef de guerre, et Habré n'a pas été suffisamment homme d'État pour transformer ce succès éphémère en victoire durable en gagnant la bataille pour les « *hearts and minds* ». En tant que seigneur de la guerre, il a notamment permis l'instauration d'un « État gorane », phénomène qui a profondément choqué les Tchadiens non originaires du Borkou. Comme le notait, il y a déjà quelques années, un texte anonyme et manuscrit inspiré par le Mosanat l'un des mouvements oppositionnels qui a rejoint plus tard le Mouve-

ment patriotique du Salut d'Idriss Déby : « *Le Mosanat insiste sur le fait que le pouvoir politique est confisqué par une minorité nomade dont le mode de vie et les pratiques sociales sont inadéquates avec l'idée habituelle que les sédentaires (...) ont de l'État, de la production économique, de l'ordre et des rapports entre les groupes ethniques.* » Avec les Goranes au pouvoir, concluait ce texte, la vie des Tchadiens était « *guidée par les lois de la guerre* ». Peu étonnant alors, quand on prend également en compte la répression sauvage exercée contre les opposants politiques et dénoncée régulièrement par *Amnesty International*, que la société civile ne se soit pas ralliée autour de l'homme d'État Habré à l'heure de tous les dangers, mais a allègrement abandonné le seigneur de la guerre du même nom au premier signe de faiblesse.

Deuxième hypothèse : le même phénomène a probablement joué au sein de l'armée. Beaucoup d'anciens militaires et d'ex-guerrilleros appartenant aux tendances jadis hostiles à Habré ont finalement rejoint les forces armées nationales, mais sans y avoir été vraiment intégrés. Comme me l'a confirmé un interlocuteur tchadien, même à ce niveau, Habré ne faisait confiance qu'aux « gens de sa propre tribu », avec comme conséquence la création, d'une part, d'un certain nombre d'unités d'élite bien payées et bien équipées, d'autre part d'une sorte de sous-armée servant dans des conditions très dures et subissant des retards de paiement de plusieurs mois sur des soldes déjà bien minces. Comme l'a révélé le nouveau président Idriss Déby, dans une interview accordée à *Jeune Afrique* (n° 1564-1565, du 19 décembre 1990 au 1^{er} janvier 1991), dès le début de 1989, plusieurs incidents

ont eu lieu entre différentes composantes de l'armée au sujet de ce traitement inégal des combattants. Que beaucoup d'entre eux aient ensuite refusé de se battre ou ne se soient battus que mollement lors de l'offensive surprise d'Idriss Déby, fin 1990, ne devrait pas surprendre.

Troisième hypothèse liée à la précédente : comme tout seigneur de la guerre, Habré a trop confiance en la supériorité guerrière et combative de ses troupes d'élite. Or, il ne faut pas oublier que celles-ci ont été sur la brèche depuis pratiquement 1979 et qu'elles sont intervenues aux moments décisifs de toutes les batailles que Habré a livrées depuis. On peut supposer qu'elles ont été décimées au cours de ces combats meurtriers et qu'il était devenu de plus en plus difficile pour Habré de les remplacer, pour la simple raison que le vivier gorane dont il dépendait s'est progressivement épuisé ; et ceci d'autant plus que Habré avait perdu le soutien, respectivement en 1987 et en 1989, de deux des piliers ethniques sur lesquels reposait initialement l'armée avec laquelle il a conquis le pouvoir en 1982 : les Hadjeraï et les Zaghoua-Bideyat. C'est peut-être cet épuisement de son vivier naturel qui explique pourquoi Idriss Déby, en 1990, a réussi si facilement, là où Goukouni Oueddeï et les siens ont échoué en 1983 (bien que le rôle différent de la France à ces deux moments soit également un élément décisif).

Quatrième hypothèse : dans le domaine des relations internationales aussi, Habré a trop souvent opté pour le comportement cassant du chef de guerre plutôt que pour le langage conciliant de l'homme d'État. Dans ses relations avec la France, par exemple, il n'a pas su trouver le ton quand le président

Mitterrand, lors de la conférence de la Baule, en juin 1990, a insisté sur le nécessaire respect des droits de l'Homme et sur les vertus du multipartisme et de la démocratie. Déjà, à la Baule, Habré, au cours d'un dîner entre chefs d'État francophones, avait dit crûment à François Mitterrand ce qu'il pensait à ce sujet (*Jeune Afrique*, n° 1563, du 12 au 18 décembre 1990), et il ne s'est pas privé d'en dire autant en public. Lors de la première session extraordinaire de la toute nouvelle Assemblée nationale tchadienne, Habré, dans son discours d'ouverture, s'est en effet, élevé contre « *cette volonté dominatrice, qu'on croyait éculée, à savoir l'imposition d'un mode de pensée et d'un modèle de société au nom des libertés individuelles et des valeurs dites démocratiques* » (*Marchés Tropicaux et méditerranéens*, 10 août 1990). C'étaient des choses à ne pas dire, surtout pas à ce moment, et ces écarts de langage propres à un homme de guerre expliquent certainement en bonne partie pourquoi la France a finalement « laissé faire » Idriss Déby quelques mois plus tard.

Exit, donc, Habré. Et maintenant ? Étant donné que je m'en suis

presque toujours trompé en m'aventurant à formuler des pronostics sur le Tchad, je préfère me restreindre à quelques observations simples.

Premièrement : toute la carrière d'Idriss Déby, jusqu'ici, a été celle d'un militaire et il n'a jamais exercé la moindre responsabilité civile. Tout comme Habré, il est donc un seigneur de la guerre, jusqu'à nouvel ordre.

Deuxièmement : Idriss Déby, tout comme Habré, a conquis le pouvoir les armes à la main et il se retrouve devant le même problème qu'avait à résoudre son prédécesseur en juin 1982, à savoir élargir au plus vite sa base sociale qui se réduit pour le moment à quelques milliers de combattants et des groupes minoritaires de sympathisants dans quelques régions bien précises.

Troisièmement : la société civile a été singulièrement absente des événements de fin 1990, tout comme cela a été le cas auparavant, pendant les années des guerres civiles tchadiennes. Habré a été battu par une partie de ses propres « en-FAN », une affaire de famille en quelque sorte. A quand le réveil de la société civile tchadienne ?

Robert Buijtenhuijs